



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société SMURFIT KAPPA FRANCE**

26 Chemin du Petit St Jean  
26400 Crest

Références : 20240410-RAP-DAEN0361  
Code AIOT : 0010300045

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une opération « coup de poing » portant sur la surveillance des rejets aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMURFIT KAPPA est spécialisée dans la fabrication de carton ondulé à partir de papier et de découpe/impression par flexographie/collage de ces cartons. Elle fait partie d'un groupe international.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral le 11/07/2000 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 21/10/2010, 18/10/2017, 12/02/2020 et du 29/06/2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.3	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.4	Sans objet
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.5	Sans objet
4	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6	Sans objet
6	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'est relevée sur les prescriptions examinées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatique doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et secours.
<b>Constats :</b> Un plan comportant les éléments requis a été mis à jour en 2018. L'exploitant indique qu'aucune modification n'a été réalisée depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux encrées et les eaux amidonnées subissent un prétraitement spécifique avant leur rejet au réseau public. Les équipements de prétraitement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'exploitant de façon à respecter les valeurs de la convention de rejet. Les eaux industrielles transitent obligatoirement par ces équipements.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de 2 stations de prétraitement gérées par l'exploitant. Un livret d'entretien est renseigné régulièrement sur lequel figurent les consignes opératoires réalisées et contrôles de prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le nombre de points de rejet est limité à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 pour les eaux d'origine sanitaire,</li><li>- 1 pour les eaux d'origine industrielle</li><li>- 2 pour les eaux de pluies des aires de manœuvre et des toitures</li></ul> Le raccordement au réseau d'assainissement collectif de CREST se fera en accord avec le gestionnaire du réseau. Une convention de rejet fixera les conditions de ce raccordement et définira la qualité des effluents autorisés. L'exploitant devra communiquer l'autorisation de déversement délivrée par le gestionnaire du réseau lors de chaque mise à jour.
<b>Constats :</b> Pour ses effluents, le site est équipé d'un point de prélèvement raccordé à la station de CREST.  L'autorisation de déversement des effluents dans station d'épuration communale du 19 mai 2021, a été transmise à l'inspection. Elle fixe les valeurs limites en DBO, DCO, Azote, Phosphore et MES ainsi que la fréquence, hebdomadaire, des analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque rejet, principalement industriel et de pluie, doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que les effluents soit suffisamment homogène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un point de prélèvement est facilement accessible.</p> <p>Un contrôle inopiné sur les rejets aqueux a été réalisé en 2021. Aucune difficulté ou non conformité n'a été signalée par l'organisme concernant le point de prélèvement ou le débitmètre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le raccordement au <b>réseau d'assainissement collectif de CREST</b> se fera en accord avec le gestionnaire du réseau. Une convention de rejet fixera les conditions de ce raccordement et définira la qualité des effluents autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La convention de déversement fixe la fréquence des mesures. L'exploitant réalise les mesures de manière hebdomadaire. La fréquence est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de prétraitement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'exploitant de façon à respecter les valeurs de la convention de rejet.</p> <p>VLE fixées par la convention de rejet :</p>

Débit journalier maximum	25 m3/j	
	Concentration limite autorisé	Flux limite autorisé
Demande Chimique en Oxygène ( <b>DCO</b> )	5 500 mg/l	80 kg/j
Demande Biochimique en Oxygène ( <b>DBO</b> )	2 000 mg/l	35 kg/j
Matières Organique MO	/	50 kg/j
Matières En Suspension ( <b>MES</b> )	400 mg/l	10 kg/j
Azote total de Kjeldal NTK	120 mg/j	3 kg/j
Phosphore total	80 mg/l	2 kg/j

*Il est précisé que l'utilisation de tout procédé visant à diluer les effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive, tout en conservant la même charge polluante globale est contraire à l'esprit de la présente convention ainsi qu'à la réglementation.*

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

#### **Constats :**

Sur GIDAF, les valeurs des 3 derniers mois, issues des analyses du laboratoire LDA apparaissent non conformes au niveau des concentrations en DCO et DBO<sub>5</sub>. Les flux quant à eux sont très inférieurs aux Valeurs Limites d'Emission. Il apparaît toutefois que les VLE intégrées à GIDAF ne correspondent pas aux valeurs définies par l'autorisation de déversement susmentionnées et sont bien inférieures.

Le rejet est conforme aux VLE de l'autorisation de déversement.

On notera :

- un problème de dépassement chronique sur le cuivre. L'exploitant travaille sur le sujet et a prévu le remplacement d'un produit semble-t-il, à l'origine de ces dépassements,
- des dépassements entre avril et septembre 2023 en DCO, DBO et pH dus à une colle qui a été remplacée depuis. La situation est redevenue conforme dès le début du mois d'octobre,
- quelques légers dépassements, de manière sporadique en pH,
- un arrêté de mise en demeure a été pris en 2020 concernant des dépassements de débit. Ce problème n'est pas constaté sur l'année 2023 et 2024.

Il est à noter également que le contrôle inopiné de 2021 signale l'impossibilité de procéder à des analyses comparatives en raison d'une indisponibilité du préleveur de l'industriel. L'inspection de l'environnement sera attentive sur ce point lors du prochain contrôle puisqu'il permet de vérifier la qualité de la chaîne de mesure.

Dans l'attente, l'inspection de l'environnement demande à l'exploitant de réaliser un contrôle de recalage de son préleveur dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Transmission GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission GIDAF

**Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

**Constats :**

Les résultats sont reportés sur GIDAF.

Les paramètres seront mis à jour par l'inspection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite